

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES



Établissement public à caractère administratif (E.P.A) :

Direction Générale de l'OFB
Service de la commande publique
Site de Vincennes,
25 bis, avenue du Petit Parc
5/7 square Félix Nadar
« Le Nadar » Hall C - 3^{ème} étage
94300 VINCENNES

OBJET DE LA CONSULTATION **FOURNITURE DE MATERIEL DE MESURE DE LA TEMPERATURE DE L'EAU, SES** **ACCESSOIRES ET PRESTATIONS ASSOCIEES**

Marché n° 2025-01

ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE CONCLU SELON LA PROCÉDURE DE L'APPEL **D'OFFRES OUVERTS**

Selon les dispositions législatives et réglementaires du Code de la commande publique
(Articles L. 2124-1 et L. 2124-2 ainsi que R. 2124-1, R. 2124-2, R. 2161-2, R. 2161-3, R. 2161-4, R.
2161-5, R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 et R. 2162-14)

N° Lot	Intitulé	Forme	Mode d'attribution
1	ENREGISTREURS « AUTONOMES » ETANCHES AVEC NAVETTES OPTIQUES	Accord cadre à bons de commande sur la base du B.P.U	Mono-attributaire (1 attributaire)
2	ENREGISTREURS FILAIRES ETANCHES Pt100	Accord cadre à bons de commande sur la base du B.P.U	Mono-attributaire (1 attributaire)
3	ENREGISTREURS « AUTONOMES » ETANCHES AVEC DECHARGEMENT DES DONNEES PAR WIFI OU BLUETOOTH	Accord cadre à bons de commande sur la base du B.P.U	Mono-attributaire (1 attributaire)
4	ENREGISTREURS « AUTONOMES » ETANCHES AVEC TELETRANSMISSION DES DONNEES	Accord cadre à bons de commande sur la base du B.P.U	Mono-attributaire (1 attributaire)

SOMMAIRE

.....	1
ARTICLE 1 : OBJET ET FORME DU MARCHÉ.....	3
1.1. PREAMBULE.....	3
1.2. PRESENTATION GENERALE.....	4
1.3. OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.3. ALLOTISSEMENT	4
1.4. FORME DU MARCHÉ.....	4
1.5. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES ÉVENTUELLES (P.S.E) FACULTATIVES (EX-OPTIONS)	6
ARTICLE 2 : DURÉE	7
2.1. DUREE DU MARCHÉ.....	7
2.2. DELAI D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	7
2.3. PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	7
ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS	8
ARTICLE 4 : LIEUX DE LIVRAISON – SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES – ESTIMATION QUANTITATIVE NON CONTRACTUELLE.....	8
4.1. LISTES DES LIEUX D'EXECUTION	8
4.2. SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES MATERIELS.....	11
LOT 1 : ENREGISTREURS « AUTONOMES » ETANCHES AVEC NAVETTES OPTIQUES.....	11
A. CARACTERISTIQUES DE L'APPAREIL DE MESURE	11
B. CARACTERISTIQUES DES ACCESSOIRES.....	12
C. PROTECTION.....	12
D. LOGICIEL	12
E. PRESTATION FACULTATIVE	13
LOT 2 : ENREGISTREURS FILAIRES ETANCHES Pt100	13
A. CARACTERISTIQUES DE L'APPAREIL DE MESURE	13
B. CARACTERISTIQUES DES ACCESSOIRES.....	14
LOT 3 : ENREGISTREURS « AUTONOMES » ETANCHES AVEC DECHARGEMENT DES DONNEES PAR WIFI OU BLUETOOTH	14
A. CARACTERISTIQUES DE L'APPAREIL DE MESURE	14
B. PROTECTION.....	15
C. LOGICIEL	15
D. PRESTATION FACULTATIVE	16
LOT 4 : ENREGISTREURS « AUTONOMES » ETANCHES AVEC TELETRANSMISSION DES DONNEES	16
A. CARACTERISTIQUES DE L'APPAREIL DE MESURE ET DU TRANSMETTEUR.....	16
B. ACCES AUX DONNEES	17
C. CARACTERISTIQUES DES ACCESSOIRES.....	18
D. PRESTATION FACULTATIVE	18
4.3. ASSISTANCE TELEPHONIQUE.....	18
4.5. DEVELOPPEMENT DURABLE	19
4.6. ESTIMATION QUANTITATIVE NON CONTRACTUELLE DES MATERIELS POUR LA DUREE TOTALE DE L'ACCORD-CADRE.....	19
ARTICLE 5 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	20
5.1. DISPOSITIONS GENERALES	20
5.2. PASSATION DES COMMANDES	20
5.3. DUREE D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	20
5.4. CONDITIONS DE LIVRAISON.....	20
5.5. DELAI DE LIVRAISON.....	21
5.6. OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE	21
5.7. OBLIGATIONS DES PARTIES	22
ARTICLE 6 : VERIFICATIONS ET ADMISSIONS	23
6.1. OPERATION DE VERIFICATION.....	23

6.2. ADMISSION.....	23
6.3. REFACTION ET REJET.....	23
ARTICLE 7 : GARANTIE ET MAINTENANCE	24
7.1 GARANTIES	24
ARTICLE 8 : TRAITEMENT DE DONNÉES PERSONNELLES ET RGPD	25
8.1 OBLIGATION DU SOUS-TRAITANT VIS-A-VIS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT OFB	25
8.2 OBLIGATION DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT OFB VIS-A-VIS DU SOUS-TRAITANT	28
ARTICLE 9 : PRIX	28
9.1 TYPE DE PRIX	28
9.2 REVISION DES PRIX.....	29
9.3 CLAUSE DE SAUVEGARDE.....	30
ARTICLE 10 : MODALITES DE PAIEMENT.....	30
10.1. MODALITES DE PAIEMENT DES PRESTATIONS ET MODALITES DE FACTURATION.....	31
10.2 DELAI DE PAIEMENT	32
10.3 AVANCE	32
10.4 ACOMPTE	32
10.5 NANTISSEMENT.....	32
ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE	32
11.1. AVANCE POUR LES SOUS-TRAITANTS	33
11.2. SOUS-TRAITANCE	33
11.3. MODALITES PARTICULIERES DE PAIEMENT AUX SOUS-TRAITANTS DE SECOND RANG	33
ARTICLE 12 : PENALITES.....	34
12.1 REPARTITION DES PENALITES ENTRE COTRAITANTS ET SOUS-TRAITANTS.....	34
12.2 PENALITES DE RETARD POUR RETARD D’EXECUTION	34
12.3 PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE.....	34
ARTICLE 13 : RESILIATION	35
13.1 RESILIATION POUR MOTIF D’INTERET GENERAL :	35
13.2 RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE :	35
13.3 CAS PARTICULIERS DE RESILIATION	35
13.4 MISE EN DEMEURE PREALABLE	36
ARTICLE 14 : CLAUSE DE REEXAMEN SPECIFIQUE AU CONTEXTE DE L’ACCORD-CADRE	36
14.1 CAS GENERAUX.....	36
14.2 CAS SPECIFIQUES	36
ARTICLE 15 : CLAUSE ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE FEMMES-HOMMES.....	37
ARTICLE 16 : ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES.....	37
ARTICLE 17 : EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	38
17.1 ÉVOLUTIONS DE LA SOCIETE :.....	38
17.2 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE :	38
ARTICLE 18 : ASSURANCES	39
ARTICLE 19 : LITIGES - ATTRIBUTION DE COMPETENCE.....	40
ARTICLE 20 : DEROGATION AU CCAG-FCS	41

ARTICLE 1 : OBJET ET FORME DU MARCHE

1.1. Préambule

Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P) comporte l'annexe suivante :

- Annexe n°1 : Politique d'achats responsables - égalité femmes-hommes.

1.2. Présentation générale

L'Office français de la biodiversité (OFB) est un établissement public dédié à la sauvegarde de la biodiversité. Il est chargé de la protection et la restauration de la biodiversité, en métropole et dans les Outre-mer.

Créé au 1er janvier 2020 par la loi n°2019-773 du 24 juillet 2019, l'Office français de la biodiversité est sous la tutelle du ministère chargé de l'environnement et du ministère chargé de l'agriculture.

Il contribue, s'agissant des milieux terrestres, aquatiques et marins, à la surveillance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité ainsi qu'à la gestion équilibrée et durable de l'eau en coordination avec la politique nationale de lutte contre le réchauffement climatique (loi n°2019-773 du 24 juillet).

Les missions de l'établissement sont les suivantes :

- L'appui à la mise en œuvre des politiques de l'eau et de la biodiversité ;
- La gestion et l'appui à la gestion d'espaces naturels ;
- La police de l'environnement et la police sanitaire ;
- La formation et la mobilisation des citoyens et des parties prenantes ;
- Le développement de la connaissance, de la recherche et de l'expertise sur les espèces et les milieux, ainsi que sur la gestion adaptative

1.3. Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de matériel de mesure de la température de l'eau, ses accessoires et les prestations associées.

Les prestations attendues sont explicitées dans le Cahier des Clauses Particulières (CCP).

1.3. Allotissement

Le présent accord-cadre se compose de quatre (4) lots.

- Lot n°1 : enregistreurs « autonomes » étanches avec navettes optiques ;
- Lot n°2 : enregistreurs filaires étanches Pt100 ;
- Lot n°3 : enregistreurs « autonomes » étanches avec déchargement des données par WIFI ou BLUETOOTH
- Lot n°4 : enregistreurs « autonomes » étanches avec télétransmission des données

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre qui est attribué avec un seul opérateur économique (mono-attributaire).

1.4. Forme du marché

La procédure de passation est l'appel d'offres ouvert, conformément aux articles L. 2124-1 et L. 2124-2 ainsi que R. 2124-2, R. 2161-2, R. 2161-3, R. 2161-4, R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2162-2 alinéa 2 du Code de la commande publique, l'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est mono-attributaire.

Il sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, selon les stipulations des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Il concernera les prestations énumérées dans le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U).

Pour les deux (2) premières années, les montants minimum et maximum de l'opération sont les suivants :

N° Lot	Intitulés lots séparés	Montants minimums/an	Montants maximums/an
1	ENREGISTREURS « AUTONOMES » ETANCHES AVEC NAVETTES OPTIQUES	Sans montant	125 000 € H.T
2	ENREGISTREURS FILAIRES ETANCHES Pt100	Sans montant	30 000 € H.T
3	ENREGISTREURS « AUTONOMES » ETANCHES AVEC DECHARGEMENT DES DONNEES PAR WIFI OU BLUETOOTH	Sans montant	75 000 € H.T
4	ENREGISTREURS « AUTONOMES » ETANCHES AVEC TELETRANSMISSION DES DONNEES	Sans montant	50 000 € H.T
Tous lots confondus <u>pour les 2 premières années</u>		Sans montant	280 000 € H.T

Ensuite, pour chaque année de reconduction du marché, les montants minimum et maximum seront les suivants :

N° Lot	Intitulés lots séparés	Montants minimums/an	Montants maximums/an
1	ENREGISTREURS « AUTONOMES » ETANCHES AVEC NAVETTES OPTIQUES	Sans montant	62 500 € H.T
2	ENREGISTREURS FILAIRES ETANCHES Pt100	Sans montant	15 000 € H.T
3	ENREGISTREURS « AUTONOMES » ETANCHES AVEC DECHARGEMENT DES DONNEES PAR WIFI OU BLUETOOTH	Sans montant	37 500 € H.T
4	ENREGISTREURS « AUTONOMES » ETANCHES AVEC TELETRANSMISSION DES DONNEES	Sans montant	25 000 € H.T
Tous lots confondus <u>pour chaque année de reconduction du marché</u>		Sans montant	140 000 € H.T



IMPORTANT Les montants minimum et maximum sur la durée totale de l'accord-cadre (**soit une durée ferme de 2 ans +1 an + 1 an**) sont les suivants :

N° Lot	Intitulés lots séparés	Montants minimums durée totale de l'accord-cadre	Montants maximums durée totale de l'accord-cadre
1	ENREGISTREURS « AUTONOMES » ETANCHES AVEC NAVETTES OPTIQUES	Sans montant	250 000 € H.T
2	ENREGISTREURS FILAIRES ETANCHES Pt100	Sans montant	60 000 € H.T
3	ENREGISTREURS « AUTONOMES » ETANCHES AVEC DECHARGEMENT DES DONNEES PAR WIFI OU BLUETOOTH	Sans montant	150 000 € H.T
4	ENREGISTREURS « AUTONOMES » ETANCHES AVEC TELETRANSMISSION DES DONNEES	Sans montant	100 000 € H.T
Tous lots confondus		Sans montant	560 000 € H.T

Les prestations s'exécutent au moyen de bons de commande qui seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Conformément aux stipulations de l'article R. 2162-14 du Code de la commande publique, l'émission de bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable, selon les modalités prévues par l'accord-cadre, objet de la présente consultation.

1.5. Prestations Supplémentaires Éventuelles (P.S.E) facultatives (ex-options)

3 P.S.E **facultatives** (ex-options) sont prévues dans le cadre de ce marché.

Elles consistent à :

- **P.S.E n°1 : spécifications techniques du matériel « lot n°1 enregistreurs « autonomes » étanches avec navettes optiques » ;**
- **P.S.E n°2 : spécifications techniques du matériel « lot n°3 enregistreurs « autonomes » étanches avec déchargement des données par Wifi ou Bluetooth » ;**
- **P.S.E n°3 : spécifications techniques du matériel « lot n°4 enregistreurs « autonomes » étanches avec télétransmission des données ».**

Le détail des prescriptions techniques relatives à ces P.S.E se trouvent dans le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P).

Elles sont indiquées à :

- L'article 4.2 du C.C.P **spécifications techniques du matériel « lot n°1 enregistreurs « autonomes » étanches avec navettes optiques »** - « E. prestations facultatives » ;
- L'article 4.2 du C.C.P **spécifications techniques du matériel « lot n°3 enregistreurs « autonomes » étanches avec déchargement des données par Wifi ou Bluetooth »** - « D. prestations facultatives » ;
- L'article 4.2 du C.C.P **spécifications techniques du matériel « lot n°4 enregistreurs « autonomes » étanches avec télétransmission des données »** - « D. prestations facultatives ».

Dans l'éventualité de la levée de ces P.S.E, le Pouvoir Adjudicateur fera part de son choix, par la notification d'un ordre de service adressé au titulaire au cours du 1^{er} semestre d'exécution du présent marché.

ARTICLE 2 : DURÉE

2.1. Durée du marché

L'accord-cadre sera conclu pour une durée ferme de 2 ans à compter de la date de notification respective à chaque lot.

Pour chaque lot, l'accord-cadre est reconductible 2 fois par période d'1an chacune, sans que sa durée totale puisse excéder 4 ans.

Si le pouvoir adjudicateur décide de reconduire l'accord-cadre, le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction.

Conformément à l'article R. 2112-4 du Code de la commande publique, en cas de silence du pouvoir adjudicateur, le présent accord-cadre sera reconduit automatiquement.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas reconduire un ou plusieurs lots de l'accord-cadre, par la voie d'un courrier recommandé avec avis de réception, trois (3) mois avant sa date anniversaire (*date de notification propre à chaque lot*).

2.2. Délai d'exécution de l'accord-cadre

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande notifiés au titulaire.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de sa notification au titulaire.

- Au cours de l'accord-cadre, quelle que soit la date d'émission du bon de commande par l'OFB ou de réception du bon de commande par le titulaire, la durée d'exécution du bon de commande ne pourra pas excéder six (6) mois maximum.
- En outre, quelle que soit la date d'émission du bon de commande par l'OFB ou de réception du bon de commande par le titulaire, la durée d'exécution du bon de commande ne pourra pas dépasser le terme de l'accord-cadre de plus de six (6) mois maximum.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, dans les conditions prévues aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

2.3. Prolongation du délai d'exécution de l'accord-cadre

Conformément aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter la date de livraison ou le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement :

- Les circonstances/causes du retard prévu,
- La date de survenance du fait générateur et
- Le délai supplémentaire demandé.

Cette demande doit être formulée, signée par la personne habilitée (*ou son délégataire*) à engager la société **puis** transmise par tous moyens écrits existants ou à venir (*Courrier postal avec Avis de Réception, Courriel avec Avis de Réception, Courriel via la plateforme PLACE, etc.*) permettant de donner une date certaine au message.

Conformément au 2^{ème} paragraphe de l'article 2.2 du C.C.P du présent accord-cadre, l'éventuelle prolongation ne devra pas conduire à prolonger la durée du bon de commande de plus de six (6) mois maximum après le terme de l'accord-cadre.

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement¹ et son annexe financière Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U) dont seul l'exemplaire conservé par l'OFB fait foi ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG – FCS) approuvé par l'arrêté n°NOR : ECOM2106868A du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les bons de commande.

Le CCAG-FCS est téléchargeable sur le site du MINEFI :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques> et/ou
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

Les pièces contractuelles sont les documents en vigueur au premier jour du mois de l'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 9.2 du présent C.C.P.

Les éventuelles questions-réponses durant la consultation (**appel à concurrence**) ont un ordre de priorité correspondant au document qu'elles concernent.

Si plusieurs documents sont affectés, elles bénéficieront du rang de priorité de la pièce la plus élevée qui est concernée.

Est réputé non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses de l'acte d'engagement, du présent C.C.P ou CCAG-FCS.

ARTICLE 4 : LIEUX DE LIVRAISON – SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES – ESTIMATION QUANTITATIVE NON CONTRACTUELLE

4.1. Listes des lieux d'exécution

4.1.1 Contact et adresses d'expédition :

Pour faciliter la livraison, le nom du contact et/ou le numéro de téléphone correspondant doivent être transmis au transporteur.

Office Français de la Biodiversité

¹ dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant.

Direction de la surveillance de l'évaluation et des données

Adeline BLARD-ZAKAR

01.45.14.36.45

5 square Félix Nadar

94300 Vincennes

Office Français de la Biodiversité

Direction Régionale Hauts de France

Bilal AJOUZ

07.61.27.14.95

56, rue Jules Barni,

80000 Amiens

Office Français de la Biodiversité

Direction Régionale Bretagne

Thibault VIGNERON

02.23.45.06.04

84 rue de Rennes

35510 Cesson Sevigne

Office Français de la Biodiversité

Direction Régionale Grand Est

Florent LAMAND

03.87.62.93.38

Chemin du Longeau - Rozérieulles

57160 Moulins les Metz

Office Français de la Biodiversité

Direction Régionale Centre Val de Loire

Benedicte DUROZOI

02.38.25.16.94

9 avenue Buffon - Bâtiment Vienne

45071 Orléans

Office Français de la Biodiversité

Direction Régionale Auvergne-Rhône-Alpes

Nicolas ROSET

04.72.78.89.55

Chemin des chasseurs, parc de Parilly

69500 Bron

Office Français de la Biodiversité

Direction Régionale Ile-de-France

Samuel DEMBSKI

01.45.14.07.41

12, cours Lumière

94300 Vincennes

Office Français de la Biodiversité

Direction Régionale Nouvelle Aquitaine

Emilie BREUGNOT

06.65.42.54.71

207 Cr du Médoc

33300 Bordeaux

Office Français de la Biodiversité

Direction Régionale Occitanie

Dorian RAOUX

06.62.39.79.41

55, chemin du Mas de Matour

34790 Grabels

Office Français de la Biodiversité

Direction Régionale Normandie

Benoît RICHARD

02.31.77.71.11

3 Rue du Presbytère

14260 Seulline

Office Français de la Biodiversité

Direction Régionale Bourgogne - Franche-Comté

Mélanie TORT

06.72.08.12.99

57, rue de Mulhouse

21000 Dijon

Office Français de la Biodiversité

Direction Régionale Pays-de-la-Loire

Laure ELISSALDE

06.99.04.22.30

8, Bd Einstein

44323 Nantes

Office Français de la Biodiversité

Direction Interrégionale Provence-Alpes-Côte d'Azur Corse

Michaël CAGNANT

04.42.38.38.53

510 Rue René Descartes Bâtiment A

13290 Aix-en-Provence

Pole OFB-INRAE Hydro-Eco plans d'eau

Rosalie BRUEL/Thierry TORMOS

04.42.66.79.30

3275 Route de Cézanne

13182 Aix-en-Provence

Office Français de la Biodiversité

Pôle Eco-Hydraulique

Sylvie TOMANOVA

05.34.32.29.54

4.2. Spécifications techniques des matériels

L'OFB a mis en place un réseau pérenne de suivi de la température de l'eau. Pour assurer un suivi en continu, l'appareil de mesure est maintenu dans l'eau durant toute sa durée de vie.

Des mesures et enregistrements in situ (cours d'eau, plans d'eau) sont réalisés selon une fréquence déterminée.

Pour les lots 1 et 3, le transfert des données contenues dans un appareil de mesure doit se faire soit au moyen d'un appareil de stockage autonome (fonctionnant sur batterie, indépendamment d'un ordinateur), soit par connexion sans fil vers un smartphone ou ordinateur portable.

L'appareil de mesure doit être programmable via une interface graphique dédiée.

LOT 1 : ENREGISTREURS « AUTONOMES » ETANCHES AVEC NAVETTES OPTIQUES

A. CARACTERISTIQUES DE L'APPAREIL DE MESURE

L'appareil de mesure comporte une sonde de température et un dispositif d'enregistrement des mesures. Il présente les caractéristiques suivantes :

- Étanchéité à l'immersion jusqu'à 30 mètres ;
- Plage de mesure dans l'eau : 0°C – 40°C au minimum ;
- Précision de la mesure pour cette plage : $\pm 0,2^{\circ}\text{C}$ au minimum dans la gamme de mesure considérée ;
- Résolution de la mesure $< 0,02^{\circ}\text{C}$
- Dérive : $< 0,1^{\circ}\text{C}$ par an
- Programmation de la date et de l'heure de début d'enregistrement ;
- Fréquence d'enregistrement comprise entre 15 min et 12h au minimum ;
- Capacité de stockage de 36000 enregistrements au minimum ;
- Autonomie de la batterie supérieure à 3 ans ;
- Conservation des données quand la batterie est vide ;
- Identification individuelle résistante et permanente (une liste des numéros de série sera transmise sous format informatique à chaque commande) ;
- Identification individuelle des fichiers de données enregistrés ;
- Possibilité de transfert des données vers un appareil de stockage autonome ;
- Existence d'un dispositif d'arrimage permettant le passage d'un câble acier et/ou d'une chaîne d'un diamètre d'au moins 5 mm
- Construction solide, encombrement réduit, discret et possibilité d'ajout d'une protection (matériel soumis aux diverses contraintes environnementales : crues, gel, chocs...).

Non obligatoire :

- Possibilité de détection d'immersion ;
- Possibilité de changer les batteries par les utilisateurs.
- Calibration de l'enregistreur par l'utilisateur ou en usine

La proposition technique devra préciser l'ensemble des caractéristiques précisées ci-dessus.

B. CARACTERISTIQUES DES ACCESSOIRES

APPAREIL DE RECUPERATION/STOCKAGE

L'appareil de récupération/stockage, compatible avec l'ensemble du matériel décrit dans la présente fiche technique, permet la récupération des données depuis un ou plusieurs appareils de mesure et leur transfert vers un ordinateur.

Il présente les caractéristiques suivantes :

- Étanchéité à l'immersion supérieure à 1m ;
- Temps de déchargement de la mémoire complète : < 2 minutes
- Capacité de stockage d'1 Mo au minimum ou 10 fichiers de 10000 enregistrements ;
- Conservation des données quand la batterie est vide ;
- Remplacement de la batterie par l'utilisateur ;
- Construction solide et encombrement réduit ;
- Connexion USB, pour déchargement des données sur PC.

CONNECTIQUES

Ensemble des éléments nécessaires à la communication du matériel décrit dans la présente fiche technique et se décomposant comme suit :

- Coupleur permettant la communication (transfert de données) via un système optique entre l'appareil de mesure et l'appareil de récupération/stockage ;
- Câble USB permettant la connexion de l'appareil de récupération/stockage à un ordinateur (sauf si option communicante sans fil).

C. PROTECTION

Dispositif de protection antichoc adapté à l'appareil de mesure.

D. LOGICIEL

Le logiciel propose une interface graphique en français pour la gestion des fonctionnalités d'administration (synchronisation de l'heure, vérification d'état de la sonde et de la pile, transfert de données, programmation des préférences, notamment relative aux formats date/heures et d'export des données...) et de programmation des périphériques (appareil de mesure et de récupération/stockage) et la visualisation des données.

Le logiciel est compatible avec le système d'exploitation Windows 8 et/ou Windows 10 et avec l'ensemble du matériel décrit dans la présente fiche technique. Il permet entre autres l'export des données au format texte (séparateur tabulé).

Les mises à jour éventuelles du logiciel doivent être gratuites et ne doivent pas remettre en cause les possibilités d'export et le format précisé précédemment. Le prestataire est tenu d'informer le service

de l'OFB, en charge de la coordination technique du marché, de l'existence de mises à jour et d'analyser avec elle l'impact potentiel sur l'export/import des données.

La possibilité de paramétrer de façon commune et simplement tout un parc de sonde et de logiciel, répartis sur plusieurs sites, serait très apprécié. Cela peut prendre différente forme, Logiciel paramétrable à distance par un compte administrateur, installation d'un plug-in de paramétrage du logiciel et/ou des sondes, import d'un fichier de paramétrage, ... l'offre technique devra décrire, si elle existe, la solution proposée

E. PRESTATION FACULTATIVE ²

Changement de pile par le fournisseur

Uniquement applicable pour du matériel dont le changement de pile/batterie n'est pas possible par l'utilisateur.

La pile ou batterie permettra une autonomie d'au minimum 3 ans. L'étanchéité du matériel suite à ce changement devra être garantie.

Le fournisseur précisera dans sa proposition technique les modalités logistiques et techniques de cette prestation.

Récupération des données en cas de panne du matériel

Le fournisseur pourra proposer une prestation de récupération des données stockées dans le capteur si celui-ci n'est plus opérationnel (panne ou pile déchargée).

Les fichiers de données récupérés devront être transmis par mail. Les raisons de la panne pourront également être précisées.

Vérification de la dérive d'une sonde et calibration

Le fournisseur pourra proposer une prestation de vérification de la dérive de la sonde. Pour ce faire il précisera dans sa proposition technique les modalités logistiques et techniques de cette prestation. Il décrira notamment le protocole et le matériel employé.

Dans le cas où une dérive est constatée, le fournisseur pourra proposer une prestation de calibration de la sonde. La proposition technique décrira le protocole de calibration.

Ces prestations devront être accompagnées d'un bref rapport technique présentant les protocoles procédures employées, les températures mesurées à chaque étape, la dérive constatée, les matériels employés.

LOT 2 : ENREGISTREURS FILAIRES ETANCHES Pt100

A. CARACTERISTIQUES DE L'APPAREIL DE MESURE

L'appareil de mesure est une sonde de température qui présente les caractéristiques suivantes :

- Sonde étanche/immergeable
- Capteur de température Pt100 (résistance de 100 ohms à 0°C)
- Précision de la mesure : Classe A de la norme CEI 60751
- Plage minimum de température d'utilisation : -20°C à + 90°C

² PSE : Prestation non obligatoire pour déposer une candidature

- Présence d'une gaine de protection du capteur en inox
- Câblage de la sonde à 4 fils avec une longueur de câble au moins égale à 10 mètres ($\pm 20\%$)
- Câble gainé/protégé pour une résistance en milieu naturel
- Isolation du câble : isolation contre l'eau (au minimum IP68)
- Diamètre maximum de 10 mm

La proposition technique devra préciser l'ensemble des caractéristiques précisées ci-dessus.

Le transfert des données est assuré en continue grâce à une connexion filaire.

B. CARACTERISTIQUES DES ACCESSOIRES

Une longueur de câble plus importante par sonde pourra être commandée par l'OFB. Dans ce cadre un coût au mètre est à proposer par le fournisseur et viendra s'ajouter au coût de la sonde possédant une longueur de câble de 10 mètres ($\pm 20\%$).

Exemple : une sonde de 15m de câble sera constituée d'une sonde avec 10m de câble + 5 mètres de câbles supplémentaires (au mètre).

Le câble employé pour ces longueurs plus importantes présentera les mêmes caractéristiques que le câble 4 fils de la sonde à savoir :

- Câble gainé/protégé pour une résistance en milieu naturel
- Isolation du câble : isolation contre l'eau (au minimum IP68)

LOT 3 : ENREGISTREURS « AUTONOMES » ETANCHES AVEC DECHARGEMENT DES DONNEES PAR WIFI OU BLUETOOTH

A. CARACTERISTIQUES DE L'APPAREIL DE MESURE

L'appareil de mesure comporte une sonde de température et un dispositif d'enregistrement des mesures. Il présente les caractéristiques suivantes :

- Étanchéité à l'immersion jusqu'à 100 mètres ;
- Plage de mesure dans l'eau : 0°C – 40°C au minimum ;
- Précision de la mesure pour cette plage : $\pm 0,2^{\circ}\text{C}$ au minimum dans la gamme de mesure considérée ;
- Résolution de la mesure $< 0,02^{\circ}\text{C}$;
- Dérive : $< 0,1^{\circ}\text{C}$ par an ;
- Programmation de la date et de l'heure de début d'enregistrement ;
- Fréquence d'enregistrement comprise entre 15 min et 12h au minimum ;
- Capacité de stockage de 36000 enregistrements au minimum ;
- Possibilité pour l'utilisateur d'activer et de désactiver la solution communicante de l'appareil ;
- Autonomie de la batterie : 3 ans avec la solution communicante activée / 5 ans avec solution la communicante désactivée ;
- Portée de la solution communicante : > 3 mètres ;
- Conservation des données quand la batterie est vide ;

- Identification individuelle résistante et permanente (une liste des numéros de série sera transmise sous format informatique à chaque commande) ;
- Identification individuelle des fichiers de données enregistrés ;
- Possibilité de paramétrage (date/heure, fréquence...) et de transfert des données vers un ordinateur portable (ou smartphone) par solution communicante sans fil (par exemple Bluetooth/WIFI) ;
- Temps de déchargement de la mémoire complète : < 2 minutes \pm 45 secondes
- Existence d'un dispositif d'arrimage permettant le passage d'un câble acier et/ou d'une chaîne d'un diamètre d'au moins 5 mm ;
- Construction solide, encombrement réduit, discret et possibilité d'ajout d'une protection (matériel soumis aux diverses contraintes environnementales : crues, gel, chocs...).

Non obligatoire :

- Possibilité de détection d'immersion ;
- Possibilité de changer les batteries par l'utilisateur ;
- Calibration de l'enregistreur par l'utilisateur ou en usine ;

La proposition technique devra préciser l'ensemble des caractéristiques précisées ci-dessus.

B. PROTECTION

Dispositif de protection antichoc adapté à l'appareil de mesure.

C. LOGICIEL

Le logiciel propose une interface graphique en français pour la gestion des fonctionnalités d'administration (synchronisation de l'heure, vérification d'état de la sonde et de la pile, transfert de données, programmation des préférences, notamment relative aux formats date/heures et d'export des données...) et de programmation des périphériques (appareil de mesure et de récupération/stockage) et la visualisation des données.

Le logiciel est compatible avec le système d'exploitation Windows XP Windows 8 et/ou Windows 10 et avec l'ensemble du matériel décrit dans la présente fiche technique. Il permet entre autres l'export des données au format texte (séparateur tabulé).

Les mises à jour éventuelles du logiciel doivent être gratuites et ne doivent pas remettre en cause les possibilités d'export et le format précisé précédemment. Le prestataire est tenu d'informer le service de l'OFB, en charge de la coordination technique du marché, de l'existence de mises à jour et d'analyser avec elle l'impact potentiel sur l'export/import des données.

La possibilité de paramétrer de façon commune et simplement tout un parc de sonde et de logiciel, répartis sur plusieurs sites, serait très apprécié. Cela peut prendre différente forme, Logiciel paramétrable à distance par un compte administrateur, installation d'un plug-in de paramétrage du logiciel et/ou des sondes, import d'un fichier de paramétrage, ... l'offre technique devra décrire si elle existe la solution proposée.

D. PRESTATION FACULTATIVE ³

Changement de pile par le fournisseur

Uniquement applicable pour du matériel dont le changement de pile/batterie n'est pas possible par l'utilisateur.

La pile ou batterie permettra une autonomie d'au minimum 3 ans. L'étanchéité du matériel suite à ce changement devra être garantie.

Le fournisseur précisera dans sa proposition technique les modalités logistiques et techniques de cette prestation.

Récupération des données en cas de panne du matériel

Le fournisseur pourra proposer une prestation de récupération des données stockées dans le capteur si celui-ci n'est plus opérationnel (panne ou pile déchargée).

Les fichiers de données récupérés devront être transmis par mail. Les raisons de la panne pourront également être précisées.

Vérification de la dérive d'une sonde et calibration

Le fournisseur pourra proposer une prestation de vérification de la dérive de la sonde. Pour ce faire il précisera dans sa proposition technique les modalités logistiques et techniques de cette prestation. Il décrira notamment le protocole et le matériel employé.

Dans le cas où une dérive est constatée, le fournisseur pourra proposer une prestation de calibration de la sonde. La proposition technique décrira le protocole de calibration.

Ces prestations devront être accompagnés d'un bref rapport technique présentant les protocoles procédures employées, les températures mesurées à chaque étape, la dérive constatée, les matériels employés.

LOT 4 : ENREGISTREURS « AUTONOMES » ETANCHES AVEC TELETRANSMISSION DES DONNEES

A. CARACTERISTIQUES DE L'APPAREIL DE MESURE ET DU TRANSMETTEUR

L'appareil de mesure comporte une sonde de température et un transmetteur.

La sonde présente les caractéristiques suivantes :

- Étanchéité à l'immersion jusqu'à 100 mètres ;
- Plage de mesure dans l'eau : 0°C – 40°C au minimum ;
- Précision de la mesure pour cette plage : $\pm 0,2^\circ\text{C}$ au minimum dans la gamme de mesure considérée ;
- Résolution de la mesure $< 0,02^\circ\text{C}$;
- Dérive : $< 0,1^\circ\text{C}$ par an ;
- Programmation de la date et de l'heure de début d'enregistrement ;
- Fréquence d'enregistrement comprise entre 15 min et 12h au minimum ;
- Possibilité de paramétrage (date/heure, fréquence...)

³ PSE : Prestation non obligatoire pour déposer une candidature

- Conservation des données si la télétransmission ne fonctionne pas (au moins 1000 enregistrements) ;
- Identification individuelle résistante et permanente (une liste des numéros de série sera transmise sous format informatique à chaque commande) ;
- Existence d'un dispositif d'arrimage permettant le passage d'un câble acier et/ou d'une chaîne d'un diamètre d'au moins 5 mm ;
- Construction solide, encombrement réduit, discret et possibilité d'ajout d'une protection (matériel soumis aux diverses contraintes environnementales : crues, gel, chocs...).

Non obligatoire :

- Possibilité de détection d'immersion ;
- Calibration de l'enregistreur par l'utilisateur ou en usine ;

Les données mesurées par le capteur devront être télétransmises en temps réel via un transmetteur qui présente les caractéristiques suivantes :

- Alimentation autonome du transmetteur (panneaux solaires et batterie)
- Accès à des réseaux de transmission
- Mise à jour à distance possible des logiciels du transmetteur
- Localisation GPS
- Possibilité de brancher plusieurs capteurs sur un transmetteur
- Longueur du câble de connexion au capteur de 5 m
- Identification individuelle résistante et permanente (une liste des numéros de série sera transmise sous format informatique à chaque commande) ;
- Etanchéité du transmetteur qui doit résister aux intempéries
- Dimensions réduites afin de limiter les risques de vandalisme
- Système d'alerte si un problème de transmission des données est détecté (problème de batterie, de matériel ou autre...)

La proposition technique devra préciser l'ensemble des caractéristiques précisées ci-dessus.

B. ACCES AUX DONNEES

Les données télétransmises devront être accessibles à tout moment par les utilisateurs de l'équipement :

- Accessibilité des données sur une interface accessible en permanence via internet
- Téléchargement des données transmises via l'interface. Les modalités d'export des données devront être précisées (format des données, critères d'export, API ...)
- Les personnels de l'OFB (pour chaque région et chaque département) devront avoir un accès sécurisé aux données des capteurs de leur territoire.
- Possibilité de paramétrer des seuils d'alerte et de visualiser les données.
- Les données devront être conservées 1 an minimum ;

C. CARACTERISTIQUES DES ACCESSOIRES

- Câble supplémentaire

Une longueur de câble plus importante par sonde pourra être commandée par l'OFB. Dans ce cadre le coût par câble supplémentaire de 10m devra être précisé par le fournisseur.

- Capteur supplémentaire pour mise en série

Dans certains cas, l'OFB positionne plusieurs capteurs sur une même station (ex des plans d'eau où des capteurs peuvent être mis à des profondeurs différentes). Le fournisseur devra donc proposer la possibilité de positionner des capteurs supplémentaires sur un même transmetteur. Le coût du capteur supplémentaire pour mise en série est précisé par le fournisseur

- Capteur et transmetteur de remplacement

En cas de besoin, l'OFB devra pouvoir acquérir un capteur ou un transmetteur de remplacement

D. PRESTATION FACULTATIVE ⁴

Vérification de la dérive d'une sonde et calibration

Le fournisseur pourra proposer une prestation de vérification de la dérive de la sonde. Pour ce faire il précisera dans sa proposition technique les modalités logistiques et techniques de cette prestation. Il décrira notamment le protocole et le matériel employé.

Dans le cas où une dérive est constatée, le fournisseur pourra proposer une prestation de calibration de la sonde. La proposition technique décrira le protocole de calibration.

Ces prestations devront être accompagnés d'un bref rapport technique présentant les protocoles procédures employées, les températures mesurées à chaque étape, la dérive constatée, les matériels employés.

Changement de pile par le fournisseur

Uniquement applicable pour du matériel dont le changement de pile/batterie n'est pas possible par l'utilisateur.

La pile ou batterie permettra une autonomie d'au minimum 3 ans. L'étanchéité du matériel suite à ce changement devra être garantie.

Le fournisseur précisera dans sa proposition technique les modalités logistiques et techniques de cette prestation.

4.3. Assistance téléphonique

Une assistance téléphonique devra être disponible afin de répondre aux problèmes techniques rencontrés par les agents de l'OFB (fonctionnement du matériel, paramétrage des sondes et du

⁴ PSE : Prestation non obligatoire pour déposer une candidature

logiciel, récupération des données, ...). Elle pourra être de type SAV, service clientèle, service commercial ou autre.

Cette assistance pourra se coordonner avec le service de l'OFB en charge de la coordination du lot afin d'établir une organisation adaptée aux besoins.

Elle devra être joignable au minimum 4 heures par jour pour l'ensemble des jours ouvrés de la semaine. Des périodes d'indisponibilité de l'assistance téléphonique pourront être prévues. L'OFB devra être informé de ces périodes au moins une semaine en amont par mail aux coordinateurs du marché.

Cette assistance est réputée faire partie du fonctionnement global du marché et ne fait pas l'objet de ligne dédiée au BPU.

4.4 Réunions

Pour chaque lot, une réunion annuelle en distancielle, d'une durée 2 heures, portant sur le déroulement administratif et technique du marché, le prévisionnel de commande, l'assistance téléphonique et le SAV sera à prévoir. Ces réunions sont réputées faire partie du fonctionnement global du marché et ne font pas l'objet de ligne dédiée au BPU.

4.5. Développement durable

Dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra apporter une attention toute particulière à la qualité des produits proposés, qui devront limiter leur impact sur l'environnement tout au long de leur cycle de vie.

Le titulaire s'engage à ce que les articles proposés soient conformes à la directive 2011/65/UE du 8 juin 2011 (et ses révisions parues ou à paraître) relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques.

En outre, le titulaire devra également s'engager à respecter les directives 2002/95/CE RoHS (et ses révisions parues ou à paraître) ainsi que 2002/96/CE DEEE Déchets d'équipements électriques et électroniques (et ses révisions parues ou à paraître).

Pour s'inscrire dans une volonté de préservation de l'environnement, l'acheteur demande au titulaire de chaque lot de limiter ses emballages, de favoriser l'utilisation d'emballages respectant l'environnement (emballages biodégradables par exemple), tout en s'assurant du bon acheminement des produits.

Le titulaire de chaque lot s'engage à reprendre tous ses emballages gros volumes.

Dans le cadre du retraitement des emballages, l'acheteur se réserve le droit de demander ponctuellement au titulaire de chaque lot de lui transmettre une copie des bordereaux de suivi de ses déchets.

4.6. Estimation quantitative non contractuelle des matériels pour la durée totale de l'accord-cadre

Pour la durée de l'accord-cadre, estimation quantitative non contractuelle des enregistreurs pour l'hexagone.

N° de lot	Type de matériel	Fourchette du nombre d'enregistreurs	
		Minimum	Maximum
1	Sondes	100	1300
	Navettes	10	130
2	Sondes	60	600

3	Sondes	100	1000
4	Sonde+transmetteur	10	100

ARTICLE 5 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations sont exécutées conformément aux dispositions du CCP.

5.1. Dispositions générales

Les prestations doivent être conformes aux stipulations de l'accord-cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de notification de l'accord-cadre, se reporter à l'article 4 du présent CCP).

5.2. Passation des commandes

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande notifiés au titulaire.

Conformément à l'article 3.1 du CCAG-F.C.S, les bons de commande peuvent être notifiés :

- Soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- Soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques ;
- Soit par tout autre moyen existant ou à venir (*Courrier postal avec Avis de Réception, Courriel avec Avis de Réception, Courriel via la plateforme PLACE, etc.*) permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Chaque bon de commande comporte notamment les renseignements suivants :

- Le numéro de l'accord-cadre et du lot ;
- Le nom de la direction régionale, du service qui commande ;
- Le nom et le numéro de la direction régionale, du service qui commande ;
- Les coordonnées de la personne qui commande ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La référence commerciale des produits ;
- La désignation des produits ;
- Les quantités commandées ;
- Le prix déterminé dans les conditions fixées par l'article 9 du présent document ;
- La désignation du (ou des) destinataire des produits (nom de la délégation régionale, nom et numéro du service, nom du destinataire) ;
- Le ou les lieux de livraison (adresse, étage, n° de pièce le cas échéant) ;
- La date de livraison ;
- L'adresse de facturation.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

5.3. Durée d'exécution des bons de commande

Se reporter aux articles 2.2 et 2.3 du présent C.C.P.

5.4. Conditions de livraison

Les livraisons sont effectuées par le titulaire suivant les modalités prévues sur le bon de commande (destinataire, adresse, étage, n° de pièce...) (**obligation de résultat**).

A titre indicatif, la liste des lieux de livraison se trouve à l'article 4.1 du présent CCP.

Pour tous les sites concernés, les livraisons de fourniture doivent être impérativement livrées sur le lieu de destination (destinataire, adresse, étage, n° de pièce...) indiqués dans le bon de commande (**obligation de résultat**).

Le titulaire doit s'assurer pour les choix des camions de livraison des conditions d'accès au lieu de déchargement.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison indiqué sur le bon de commande est à la charge du titulaire et ne peut être facturée à l'établissement (**obligation de résultat**).

Les produits doivent être accompagnés d'un bon de livraison mentionnant les informations suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire de l'accord-cadre ;
- Les coordonnées complètes du destinataire : nom et numéro du service, nom et adresse complète ;
- Le numéro de l'accord-cadre et du lot ;
- Le numéro et la date de la commande ;
- La date d'expédition ;
- La désignation et la référence des produits livrés ;
- Les quantités commandées pour chaque produit ;
- Les nombres de colis...

Le titulaire s'engage à fournir, au plus tard à la livraison, toute la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à l'installation et à la mise en ordre de marche du matériel livré ainsi qu'à son entretien (**obligation de résultat**).

Sous réserve de l'accord préalable de l'émetteur du bon de commande, le titulaire peut procéder à des livraisons partielles lorsque seule une partie des produits commandés est disponible.

5.5. Délai de livraison

5.5.1 Délai de base :

Le délai maximum de livraison est celui figurant à l'article B7 de l'acte d'engagement.

5.6. Obligations de confidentialité

Le candidat reconnaît que toutes les informations divulguées pendant la durée de la consultation demeurent la propriété exclusive de l'OFB et, par conséquent, le candidat reconnaît que toute divulgation non autorisée de cette information confidentielle par l'OFB peut causer des dommages sérieux à celle-ci.

Par conséquent, le candidat s'engage envers l'OFB afin de protéger ses intérêts, à :

- a) utiliser l'information divulguée uniquement aux fins pour lesquelles elle a été divulguée ;
- b) ne pas permettre à un tiers d'avoir accès à cette information sauf dans les cas où une divulgation de celle-ci s'avère nécessaire à la réalisation de l'objet de sa divulgation ;
- c) prendre toutes les mesures appropriées, lorsque la divulgation d'information à un tiers devient nécessaire, afin de protéger la confidentialité de celle-ci en requérant de la part du tiers un engagement de confidentialité visant à assurer le même régime de protection de cette information que celui prévu aux présentes ;
- d) prendre tous les moyens raisonnables appropriés pour limiter l'accès à ladite information.

Tous les documents et informations confiés ou diffusés au prestataire sont confidentiels, le prestataire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits et informations dont il pourra avoir connaissance au cours de l'exécution de sa mission et s'interdit toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de l'OFB.

Conformément à l'article 5.1.2 du CCAG-FCS, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre.

Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le non-respect de ces obligations relatives à la confidentialité peut entraîner une résiliation pour faute du présent accord-cadre.

5.7. Obligations des parties

5.7.1 Obligations du titulaire :

A°) Obligation de résultat s'agissant des livrables et des délais

Le titulaire tenu à une obligation de résultat dans l'exécution des prestations qui font l'objet du marché.

Cette obligation porte sur :

- Les livraisons suivant les modalités prévues sur le bon de commande (destinataire, adresse, étage, n° de pièce...) ;
- Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison indiqué sur le bon de commande est à la charge du titulaire et ne peut être facturée à l'établissement ;
- La fourniture, au plus tard à la livraison, de toute la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à l'installation et à la mise en ordre de marche du matériel livré ainsi qu'à son entretien.

Dans le cas où il serait établi que le titulaire concerné n'a pas correctement exécuté les prestations demandées, il prend à sa charge leur régularisation.

B°) Obligation d'information et de conseil

Le titulaire s'engage à tenir l'OFB informé de manière régulière de l'exécution des prestations.

Le titulaire est le maître d'œuvre de l'ensemble des prestations à fournir. Il lui appartient, notamment, de conseiller l'OFB pendant toute la durée d'exécution du marché, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

5.7.2 Obligations de l'OFB :

Dès la notification de l'accord-cadre, et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'OFB s'engage à :

- Mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de ses livraisons ;
- Désigner un représentant chargé de suivre les prestations et de coordonner ses relations avec le titulaire. En cas de défaillance de l'interlocuteur, l'OFB s'engage à pourvoir à son remplacement dans les meilleurs délais. Le chef de projet est garant du bon déroulement des prestations.

Il assure les relations avec le prestataire. Son nom ainsi que ses coordonnées seront communiqués au prestataire au début de l'exécution du marché.

Plus généralement, l'OFB s'engage à maintenir, tout au long de l'exécution des prestations, une collaboration active et régulière avec le titulaire.

ARTICLE 6 : VERIFICATIONS ET ADMISSIONS

6.1. Opération de vérification

6.1.1 Nature des opérations :

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans l'accord-cadre, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réaliser les prestations définies dans l'accord-cadre comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

6.1.2 Point de départ du délai pour les opérations de vérification :

Le point de départ du délai est la date de remise des fournitures par le titulaire au pouvoir adjudicateur.

6.1.3 Délai de vérification :

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de vingt (20) jours pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

6.1.4 Présence du titulaire :

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur n'informe pas le titulaire des jours et des heures fixés pour les vérifications.

6.1.5 Déroulement des opérations de vérification :

Conformément à l'article 28.3 du CCAG-FCS, dès lors qu'ils existent des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

Conformément à l'article 28.1 du CCAG-FCS, les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par la personne habilitée dans chaque lieu de livraison au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (**examen sommaire**).

6.2. Admission

L'admission est prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur habilité à cet effet dans les conditions prévues à l'article 30.1 du CCAG-FCS.

Le cas échéant, ce délai de 20 jours passé, le silence du pouvoir adjudicateur vaudra admission, par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS.

6.3. Réfaction et rejet

Les réfections et rejets s'effectuent conformément aux articles 30.3 et 30.4 du CCAG-FCS.

Toutefois, en cas de rejet, par dérogation à l'article 30.4.3 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de vingt (20) jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées.

ARTICLE 7 : GARANTIE ET MAINTENANCE

7.1 Garanties

7.1.1 Dispositions générales :

Sont comprises dans le prix, toutes les interventions, telles que prévues ci-dessous, effectuées au titre de la garantie et de la maintenance.

Les garanties contractées durant la période d'exécution de l'accord-cadre engagent le titulaire pour leurs durées respectives.

Les conditions d'application et la teneur de la garantie sont identiques quel que soit le lieu d'acquisition du produit.

7.1.2 Étendue de la garantie :

Les biens sont garantis dans les conditions prévues à l'article 33 du CCAG-FCS pour la durée indiquée par le titulaire dans le cadre de son mémoire technique.

Cette durée ne peut être inférieure à un (1) an.

Si cette durée est supérieure à un an, le titulaire l'indique dans son cadre de mémoire technique.

Si, après leur admission, les produits présentent des défaillances ou des défauts pouvant créer un risque pour l'utilisateur, le titulaire s'engage à les remplacer.

7.1.3 Conditions d'intervention au titre de la garantie :

Au titre de la garantie, le titulaire met à la disposition de l'établissement, le numéro de téléphone non surtaxé et une adresse mail unique accessibles les jours ouvrés de 10h00 à 16h00 minimum.

Les établissements ne peuvent en aucun cas être redirigés vers le service après-vente du constructeur ou d'un distributeur du matériel concerné, le titulaire demeurant l'unique interlocuteur pendant toute la durée de la garantie.

Lorsque le service après-vente du titulaire est contacté au titre de la garantie, il communique un numéro de prise en charge, référence unique valable jusqu'à la remise en état de l'article concerné.

7.1.4 Garantie des vices cachés :

La garantie des vices cachés telle que définie aux articles 1641 et suivants du Code civil s'applique au présent accord-cadre.

Le titulaire est en ce sens garant des produits livrés dans le cadre du présent accord-cadre.

7.1.5 Maintenance :

La maintenance s'exécute conformément aux dispositions de l'article 32 du CCAG-FCS et pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Elle consiste, entre autres, à assurer la maintenance préventive et la récupération des données enregistrées :

- Lorsque l'appareil de mesure est hors service (batterie vide), endommagé ou défectueux ;
- Lorsque l'appareil de stockage est endommagé ou défectueux.

Un diagnostic doit être transmis auprès du service de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) émetteur du bon de commande dans un délai de 30 jours.

Les données récupérées sont transmises selon le même format informatique que celui produit par l'appareil de mesure au service de l'OFB émetteur du bon de commande.

ARTICLE 8 : TRAITEMENT DE DONNÉES PERSONNELLES ET RGPD

8.1 Obligation du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement OFB

8.1.1 Engagement du sous-traitant :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance
- Traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement figurant en annexe du présent contrat. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
- S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

8.1.2 Sous-traitance :

Si le sous-traitant fait appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques, dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai minimum d'un mois à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

8.1.3 Droit d'information des personnes concernées :

Le sous-traitant, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement, l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

8.1.4 Exercice des droits des personnes :

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le sous-traitant doit répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat.

8.1.5 Notification des violations de données à caractère personnel :

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par courriel à l'adresse suivante :

dpd@ofb.gouv.fr

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte du responsable de traitement, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.
- Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant communique, au nom et pour le compte du responsable de traitement, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

8.1.6 Mesures de sécurité :

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

8.1.7 Sort des données :

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à :

- À renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement ou à renvoyer les données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement.
- Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

8.1.8 Déléguée à la protection des données :

Le sous-traitant communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

8.1.9 Registre des catégories d'activités de traitement :

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins ;
- Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

8.1.10 Documentation :

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

8.2 Obligation du responsable de traitement OFB vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant
- Superviser le traitement, y compris, le cas échéant à réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant.

ARTICLE 9 : PRIX

9.1 Type de prix

Le présent accord-cadre est traité à prix unitaires, en euros hors taxes, nets remisés.

Les prix sont fixés dans l'acte d'engagement et dans l'annexe financière à l'acte d'engagement, le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres soit **février 2025** (dit « mois 0 » ou « Mo »).

Le titulaire présente ses prix nets remisés calculés à partir de ses tarifs publics c'est-à-dire appliqués à l'ensemble de sa clientèle en vigueur au jour de la date limite de réception des offres.

A ses tarifs publics, le titulaire applique un pourcentage de remise invariable pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (dont notamment les opérations au titre du Service Après-Vente), les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

9.2 Révision des prix

9.2.1 Mois d'établissement des prix :

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres soit **février 2025** (dit « mois 0 » ou « Mo »).

9.2.2 Modalités de révision des prix :

À compter de la notification, les prix sont réputés fermes **durant les douze (12) premiers mois d'exécution de l'accord-cadre⁵**.

Ensuite, les prix sont ensuite révisés tous les douze (12) mois consécutifs à la période de fermeté.

La révision des prix peut se faire à la baisse comme à la hausse.

À l'issue des douze (12) mois consécutifs à la période de fermeté (et ainsi de suite pour les révisions suivantes), les prix seront révisés par application aux prix de l'accord-cadre de la formule suivante :

$$P_n = P_o \times ((0,20 + 0,65 \times (010763923n/010763923o) + 0,15 \times (ICHT-IMEn / ICHT-IMEo))$$

Selon les dispositions suivantes :

P_n = prix révisé ;

P_o = prix de base aux conditions économiques du mois 0 (mois de notification de l'accord-cadre) ;

010763923o : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 26.51 – Instruments et appareils de mesure, d'essai et de navigation - Prix de base - Base 2021 – valeur de l'indice de référence au mois zéro (Mo) ;

010763923n : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 26.51 – Instruments et appareils de mesure, d'essai et de navigation - Prix de base - Base 2021 – valeur de l'indice de référence à l'issue de la période de 12 mois consécutifs à la période de fermeté (et ainsi de suite pour les révisions suivantes) moins 1 mois ;

ICHT-IMEo : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 Identifiant 001565183 - valeur de l'indice de référence au mois zéro (Mo) ;

ICHT-IMEn : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 Identifiant 001565183 – valeur de l'indice de référence à l'issue de la période de 12 mois consécutifs à la période de fermeté (et ainsi de suite pour les révisions suivantes) moins 1 mois

Date de lecture des indices « 0 » : mois de **février 2025**.

Ces indices sont publiés mensuellement et sont disponible sur internet à l'adresse suivante :

<https://www.insee.fr/>

Après mise en œuvre de la formule, les prix révisés sont arrondis au centime d'euro supérieur.

La révision des prix doit faire l'objet d'une demande de la part du titulaire.

Par tous moyens écrits existants ou à venir (Courrier postal avec Avis de Réception, Courriel avec Avis de Réception, Courriel via la plateforme PLACE, etc.) permettant de donner une date certaine au message, cette

⁵ La 1^{ère} révision interviendra donc au cours du 11^{ème} mois.

demande doit parvenir au pouvoir adjudicateur (**adresse ci-dessous**) au moins un (1) mois avant la date effective de révision des prix, sous réserve que l'indice applicable soit publié.



A défaut d'envoi dans le délai, la demande ne sera pas prise en compte.

En cas de variation de la valeur de l'indice à la baisse, le titulaire ne peut refuser une demande de révision des prix.

A l'appui de sa demande, le titulaire fournit les éléments de calcul de la formule de révision, un fichier de révision des prix ainsi que les nouveaux tarifs en résultants.

Si l'un des indices servant de référence à la mise en œuvre de la formule de révision de prix venait à être changé ou disparaître pendant la période d'exécution du présent accord-cadre, les parties conviennent de lui substituer l'indice préconisé par l'organisme qui a créé l'ancien indice ; en utilisant le coefficient de raccordement qui s'y rattache.

Si aucun indice n'est prévu par l'organisme ci-dessus mentionné, les parties s'engagent à rechercher d'un accord commun un indice qui pourrait lui être substitué ayant des caractéristiques approchantes sans que l'application de ce nouvel indice n'entraîne un bouleversement de l'économie de l'accord-cadre, ni une remise en cause des conditions de la mise en concurrence des soumissionnaires au présent accord-cadre

Dans ce dernier cas, la mise en œuvre du nouvel indice nécessitera la passation d'un acte modificatif (**ex-avenant**) à l'accord-cadre.

Par tous moyens écrits existants ou à venir (**Courrier postal avec Avis de Réception, Courriel avec Avis de Réception, Courriel via la plateforme PLACE, etc.**) permettant de donner une date certaine au message, la demande est à envoyer à l'adresse suivante :

OFB
Direction de la Surveillance, de l'Evaluation et des Données
Service de l'eau et des milieux aquatiques
25bis, avenue du Petit Parc,
5, square Félix Nadar
Hall C
94300 VINCENNES



En coopération avec le chef du service recettes dépenses, c'est le prescripteur, chef de projet métier de l'OFB, qui mettra en œuvre le calcul de la révision de prix.

À compter de la réception de la demande de révision des prix, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai d'un (1) mois pour accepter ou rejeter les tarifs. Au-delà, les nouveaux tarifs sont réputés admis.

9.3 Clause de sauvegarde

À compter de la notification, les prix sont réputés fermes **durant les douze (12) premiers mois d'exécution de l'accord-cadre.**

À l'issue de cette période de fermeté des prix, si l'évolution **annuelle** des prix est **supérieure à 3,5%**, l'Office Français de la Biodiversité (O.F.B) se réserve le droit de résilier la partie non exécutée de l'accord-cadre à la date d'application des nouveaux prix, dans les conditions prévues à l'article 13 du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP).

ARTICLE 10 : MODALITES DE PAIEMENT

10.1. Modalités de paiement des prestations et modalités de facturation

L'ordonnateur est le Directeur Général de l'OFB ou son représentant.

Le comptable assignataire de la dépense chargé du règlement est l'Agent Comptable de l'établissement ou son représentant.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

Les factures transmises par voie électronique doivent se conformer aux obligations de l'article 96 F à 96 I bis inclus du Code Général des Impôts, annexe 3.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Date d'émission de la facture ;
- Numéro de la facture ;
- La référence de l'accord-cadre (n°2025-01) et du lot ;
- La référence de l'ordre de service ou du bon de commande concerné ;
- L'objet de l'accord-cadre ;
- La désignation succincte de la prestation exécutée (UO) (désignation de l'intervention effectuée, indication des prix unitaires, quantité, pourcentage d'exécution de la prestation (pourcentage d'exécution de la prestation permet la mise en application de l'article 11.3.4 (prix unitaire) du CCAG-FCS)) ;
- Le montant HT à payer ;
- Le taux ou le montant de la TVA applicable au jour de la facturation ;
- Le montant TTC ;
- Le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire ;

Le paiement se fait à la validation du « service fait ».

Le mode de paiement choisi est le mandat administratif.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue dans la réponse fournie par les candidats.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

Consécutivement à une mise en place progressive de la facturation électronique, la dématérialisation des factures devient obligatoire pour toutes les entreprises y compris pour les Très Petites Entreprises (T.P.E)⁶ à partir du 1^{er} janvier 2020.

Les factures doivent donc être envoyées **sous forme dématérialisée** via l'application Chorus Pro, accessible à l'adresse :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement / factures dématérialisées, adressées à l'Office Français de la Biodiversité (O.F.B), devront comporter les informations suivantes :

⁶ Entreprise de moins de 10 salariés (< 10 salariés)

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'O.F.B en tant que destinataire de la facture : **130 025 919 00015 ;**

- Le numéro du service gestionnaire qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture :

- Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande. Il se présente selon le format suivant : format xxx/millésime/n° 7 caractères soit : EJ/001/2020/0000000.

Dans le cas où vous n'auriez pas ces informations, vous pourrez les demander au service prescripteur.

Pour des informations complémentaires, vous pouvez également consulter le site Communauté Chorus Pro (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>), dédié à la préparation à la facturation électronique.

Conformément à l'article 11.3.4 du CCAG-FCS, les prix unitaires (11.3.4) peuvent être fractionnés pour tenir compte des prestations en cours d'exécution.

10.2 Délai de paiement

Conformément à l'article L. 2192-10 du Code de la commande publique, les sommes dues au(x) titulaire(s), sont payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, après service fait.

Le mode de paiement choisi est le mandat administratif.

En cas de retard de paiement, les intérêts moratoires sont versés. Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur (en vigueur au 1^{er} jour du semestre) de la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de huit points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement doit s'ajouter systématiquement aux intérêts moratoires, dus au créancier.

Le retard de paiement ne constitue pas une clause légale d'interruption des prestations.

10.3 Avance

En conformité avec l'article R. 2191-4 du Code de la commande publique et par dérogation à l'article 11.1 du CCAG-FCS, le titulaire de l'accord-cadre peut bénéficier du versement d'une avance de 30% pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 10 000 euros HT.

Conformément à l'article R. 2191-5 du Code de la commande publique, le titulaire de l'accord-cadre peut refuser le versement de l'avance.

10.4 Acompte

Les modalités de règlements des acomptes sont définies aux articles L.2191-4 puis R. 2191-21 et R.2191-22 du Code de la commande publique.

10.5 Nantissement

Les créances résultant de l'accord-cadre peuvent être cédées ou nanties par le titulaire dans les conditions prévues par les articles R. 2191-46 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE

11.1. Avance pour les sous-traitants

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, lorsque le montant de leurs prestations est au moins égal à 600 € TTC.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

Les sous-traitants de second rang ne sont pas éligibles au paiement direct.

11.2. Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur (cf. articles R. 2393-24 et suivants du code de la commande publique).

La sous-traitance totale des prestations est interdite.



Conformément à l'article L. 2193-1 du Code de la commande publique, la sous-traitance des marchés publics de fournitures, ne comportant aucune prestation de pose ou d'installation, est interdite.



En outre, en matière de fourniture, la sous-traitance est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'OFB, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne :

- La nature des prestations sous-traitées envisagée,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- Les conditions de paiement prévues,
- Les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'OFB doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement.

Passé un délai de 30 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

11.3. Modalités particulières de paiement aux sous-traitants de second rang

Conformément à l'article L. 2193-14 du Code de la commande publique, le sous-traitant, qui confie à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie de l'accord-cadre dont il est chargé, est tenu de lui délivrer une caution personnelle et solidaire ou une délégation de paiement dans les conditions définies à l'article 14 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

La délégation de paiement a pour objet d'accorder plus de garanties de paiement aux sous-traitants de 2nd rang.

Elle permet de faire payer le sous-traitant par le maître d'ouvrage et évite ainsi à l'entrepreneur principal d'avoir à supporter le coût d'une caution.

La convention de délégation doit être signée par les trois (3) parties : le sous-traitant direct, le sous-traitant de second rang et le maître de l'ouvrage.

Dans ce cas, il n'est pas nécessaire que le sous-traitant de premier rang justifie avoir fourni une caution solidaire et personnelle.

ARTICLE 12 : PENALITES

12.1 Répartition des pénalités entre cotraitants et sous-traitants

La répartition des pénalités entre les cotraitants et les sous-traitants pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés est fournie par le titulaire (*en cas d'entreprise unique*) ou par le mandataire du groupement dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la date de notification du document lui demandant cette information.

Si cette répartition n'est pas fournie dans le délai prévu ci-dessus, le montant total des pénalités est supporté définitivement par le titulaire ou le mandataire du groupement.

12.2 Pénalités de retard pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont dues dès le premier euro.

De manière non exhaustive, les pénalités de retard interviendront dans les cas de figure suivants :

- **Retard dans la livraison des fournitures commandées,**

Sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations, par rapport aux délais contractuels d'exécution des prestations prévus à l'accord-cadre dans le mémoire technique du candidat, l'O.F.B applique des pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, si l'O.F.B envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire⁷ à présenter ses observations dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de la demande de l'O.F.B.

Le titulaire devra présenter ses observations par tous moyens écrits existants ou à venir⁸ (*Courrier postal avec Avis de Réception, etc.*)

À défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'OFB considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliqueront.

Conformément à l'article 3.2.2 du CCAG-FCS, les jours sont calendaires.

Par dérogation, à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, une pénalité forfaitaire par jour de retard est fixée à **250 € H.T.**, elle s'applique à tous les délais de l'accord-cadre. Tout jour de retard entamé est dû.

Les pénalités sont cumulables et par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne pourra excéder 20 % du montant total hors taxes du bon de commande. Les pénalités sont déduites du montant hors taxe dû au titulaire.

12.3 Pénalités pour travail dissimulé

En application de l'article L.8222-6 du Code du Travail, l'Office Français pour la Biodiversité, informé par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités

⁷ C'est-à-dire le candidat retenu pour l'attribution du présent accord-cadre

⁸ Permettant de donner une date certaine au message.

mentionnées aux articles L. 8221-3 et L.8221-5 du Code du travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail, le titulaire de l'accord-cadre ainsi mise en demeure apporte au Pouvoir Adjudicateur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut, l'accord-cadre peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire au titre de la responsabilité pour faute conformément à l'article 41.1.a du CCAG-FCS.

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du Travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le Pouvoir Adjudicateur applique une pénalité selon les 2 limites suivantes :

- Le montant de la pénalité correspond à 10% du montant H.T des prestations commandées et réalisées qui ont fait l'objet d'un paiement par le pouvoir adjudicateur au titulaire depuis la notification de l'accord-cadre ;
- Le montant de cette pénalité ne peut excéder celui des amendes encourues en application de l'article L. 8224-1, L. 8824-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

ARTICLE 13 : RESILIATION

13.1 Résiliation pour motif d'intérêt général :

Sous réserve des précisions figurant au présent CCP, l'article 41 du CCAG-FCS s'applique.

En application de l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues, aux frais et risques de l'attributaire, en cas de résiliation pour faute de l'attributaire.

La résiliation unilatérale de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, prononcée par le pouvoir adjudicateur, ouvre droit à indemnité dans les conditions prévues par l'article 42 du CCAG-FCS.

13.2 Résiliation pour faute du titulaire :

Outre les cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire :

- Lorsque l'exécution des prestations ne s'effectue pas aux conditions prévues par les pièces constitutives de l'accord-cadre ou les documents validés de l'offre ;
- En cas d'inexécution établie, prouvée et rapportée.
- Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel.

13.3 Cas particuliers de résiliation

13.3.1 Non résiliation des bons de commande en cours d'exécution :

La résiliation de l'accord-cadre n'entraîne pas résiliation :

- Des bons de commande en cours d'exécution.

13.3.2 Exécution des prestations par un tiers aux frais et risques du titulaire en cas de résiliation pour faute :

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues, aux frais et risques du titulaire, en cas de résiliation pour faute du titulaire.

Le titulaire devra fournir toutes les informations nécessaires au tiers pour la bonne exécution de la prestation.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans les conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles prévues dans le CCP, il peut y substituer des prestations équivalentes.

13.4 Mise en demeure préalable

Lorsque la résiliation prévue à l'article 41 du CCAG-FCS est précédée d'une mise en demeure, le titulaire dispose d'un délai qui ne saurait être inférieur à quinze (15) jours pour s'exécuter.

Ce délai court à compter de la réception de la mise en demeure.

L'absence d'exécution de la mise en demeure expose le titulaire au prononcé de la résiliation.

ARTICLE 14 : CLAUSE DE REEXAMEN SPECIFIQUE AU CONTEXTE DE L'ACCORD-CADRE

14.1 Cas généraux

L'accord-cadre pourra être modifié, conformément aux cas listés dans la partie réglementaire du Code de la commande publique, deuxième partie, livre Ier, titre IX, chapitre **IV « modification du marché »** :

- En cas de travaux, fournitures ou services supplémentaires devenus nécessaires (**articles R. 2194-2 à R. 2194-4 du Code de la commande publique**) ;
- En cas de circonstances imprévues (**article R. 2194-5 du Code de la commande publique**) ;
- En cas de substitution d'un nouveau titulaire (**article R. 2194-6 du Code de la commande publique**) ;
- En cas de modification non substantielle (**article R. 2194-7 du Code de la commande publique**) ;
- En cas de modification de faible montant (**articles R. 2194-8 à R. 2194-9 du Code de la commande publique**).

14.2 Cas spécifiques

Conformément aux articles L. 2194-1 et R. 2194-1 du Code de la commande publique, dans les 3 cas de figure suivant :

- Modification et/ou ajout de matériels ou de prestations consécutif à une évolution juridique réglementaire, législative voire européenne ;
- Ajout de nouveaux sites de livraison en France métropolitaine.
- Évolution du standard technologique des articles objet du présent accord-cadre.

Ces modifications et/ou ajouts ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale de l'Accord-cadre.

Ces évolutions peuvent avoir des conséquences sûres :

- Les prix des matériels indiqués au BPU annexé à l'acte d'engagement ;
- La composition du matériel (modifications du matériel, ajouts d'accessoires et/ou d'options) et, par voie de conséquence, sur les prix correspondants ;
- La composition des prestations (modifications, ajouts) et par voie de conséquence, sur les prix correspondants.

Le prix net du matériel et/ou de la prestation modifié(e) ou ajouté(e) est déterminé comme suit : en cas d'absence de tarif conseillé par le fabricant, le Titulaire justifie par tout moyen l'équivalence des conditions économiques entre le matériel ou la prestation modifié(e)/ajouté(e) et le matériel ou la prestation analogue à l'Accord-cadre, notamment par la communication :

- D'une note explicitant la nécessité de dépenses supplémentaires et démontrant le lien de causalité avec **au moins** l'une des 3 circonstances précédemment citées dans cet article 13.2 du présent C.C.A.P
- De son taux de marge.

Quoi qu'il en soit, le prix de la prestation ou du matériel modifié(e) ou ajouté(e) ne saurait excéder de 50% le prix du matériel ou de la prestation comparable au présent Accord-cadre.

En tout état de cause :

- Le matériel ou la prestation modifié(e) est conforme aux spécifications fonctionnelles prévues au présent Accord-cadre et doit être techniquement équivalent ou supérieur au matériel ou à la prestation proposé(e) initialement ;
- Le matériel ou la prestation ajouté(e) est conforme à l'objet de l'Accord-cadre et en lien direct (déclinaison ou accessoire) avec le matériel ou la prestation dudit l'Accord-cadre ; il est également nécessaire à sa bonne exécution.

Les modifications devront recevoir une acceptation **expresse** de l'OFB et être attestées par voie d'avenant.

ARTICLE 15 : CLAUSE ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE FEMMES-HOMMES

Dans le cadre d'une politique d'achats responsables, l'OFB souhaite mobiliser les entreprises.

Afin de progresser en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, l'OFB souhaite œuvrer contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Compte tenu de ces orientations, après l'attribution de l'accord-cadre, il est demandé au titulaire de remettre à jour ses réponses, déjà fournies dans le cadre du questionnaire présent en annexe, selon la fréquence indiquée ci-dessous.

Le questionnaire mentionné, ci-dessus, est déposé par le titulaire **(1 fois tous les ans à la date anniversaire de l'accord-cadre)** à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

ARTICLE 16 : ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES

Le titulaire produit dans les dix jours qui précèdent la notification du présent accord-cadre et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, les documents mentionnés à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les certificats fiscaux et sociaux légalement exigibles sont transmis avant notification du présent accord-cadre et renouvelés suivant les périodicités légales aux membres du groupement.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation de l'accord-cadre à ses torts sans qu'il puisse prétendre à une indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai.

A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un (1) mois à compter de la notification de mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Des pénalités peuvent être appliquées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise.

ARTICLE 17 : EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

17.1 Évolutions de la société :

Le titulaire doit avertir l'Office Français de la Biodiversité (O.F.B) de toutes évolutions concernant sa vie sociale (changement de dirigeant, changement d'adresse du siège social, transformation de la société, redressement et liquidation judiciaire, etc.), retranscrites au Registre du commerce et des sociétés (RCS) et/ou donnant lieu à une publication dans un journal d'annonces légales et/ou au Bulletin des annonces civiles et commerciales (BODACC).

17.2 Redressement ou liquidation judiciaire :

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au Pouvoir Adjudicateur par le Titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

17.2.1 Redressement ou liquidation judiciaire du titulaire entreprise unique :

En cas de redressement judiciaire, l'accord-cadre est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Titulaire.

En cas de liquidation judiciaire, l'accord-cadre est résilié si, après mise en demeure du liquidateur, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

17.2.2 Redressement ou liquidation judiciaire d'un membre du groupement non mandataire :

En cas de redressement judiciaire, la résiliation partielle de l'accord-cadre est prononcée pour le membre du groupement concerné si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du membre concerné.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation partielle de l'accord-cadre est prononcée pour le membre du groupement concerné si, après mise en demeure du liquidateur, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du membre concerné.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le membre du groupement concerné, à aucune indemnité.

La résiliation n'a d'effet qu'à l'égard du cotraitant concerné, elle n'emporte pas résiliation de la totalité de l'accord-cadre.

Le mandataire est tenu de se substituer au membre du groupement défaillant pour l'exécution des prestations qui lui ont été initialement attribuées dans le mois qui suit la prise d'effet de la résiliation.

17.2.3 Redressement ou liquidation judiciaire d'un membre du mandataire solidaire :

En cas de redressement judiciaire, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée pour le mandataire si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du mandataire.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation partielle ou totale de l'accord-cadre est prononcée pour le mandataire si, après mise en demeure du liquidateur, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du mandataire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le mandataire, à aucune indemnité.

Si les autres membres du groupement l'acceptent expressément, un des autres membres du groupement peut être substitué au mandataire dans l'exécution des prestations qui lui ont été initialement attribuées. Un nouveau mandataire est alors désigné dans un délai d'un mois. Le nouveau mandataire, une fois désigné, est substitué par avenant à l'ancien dans tous ses droits et obligations.

Faute de l'accord des autres membres du groupement, le Pouvoir Adjudicateur peut :

- Soit résilier la totalité de l'accord-cadre ;
- Soit proposer aux autres membres du groupement de poursuivre leurs prestations dans le cadre d'un groupement réduit à eux seuls, à l'exclusion des prestations initialement attribuées au mandataire. Un nouveau mandataire est alors désigné dans un délai d'un mois.

ARTICLE 18 : ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution de l'accord-cadre.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation comprenant notamment les conséquences pécuniaires encourues en cas de dommages corporel ou matériels causés lors de l'exécution du contrat. À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 19 : LITIGES - ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Néanmoins, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (articles R. 2197-1 à R. 2197-12 et D. 2197-13 à D. 2197-22 du Code de la commande publique).

Ce dernier peut être saisi de tout différend ou litige survenu au cours de l'exécution d'un marché public. Il recherche les éléments de fait et de droit, en vue d'une solution amiable et équitable.

Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux Marchés
Publics⁹

Direction des Affaires Juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau du conseil aux acheteurs
Bâtiment Condorcet
6 rue Louise WEISS
Télédéc 353
75703 PARIS Cedex 13
Téléphone : 01.44.97.03.20
Télécopieur : 01.44.97.06.46
Courriel : ccnra@finances.gouv.fr

Conformément aux articles R. 2197-23 et R. 2197-24 du Code de la commande publique, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, il est également possible de consulter le Médiateur des entreprises dont l'intervention est aussi gratuite : <http://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tous recours ultérieur pour le même objet.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire de l'accord-cadre ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le tribunal administratif de Melun est seul compétent.

Tribunal Administratif de Melun
43, rue du Général de Gaulle
Case postale n° 8630
77008 Melun Cedex
Téléphone : 01 60 56 66 30
Télécopie : 01 60 56 66 10
Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr
Site internet : <http://melun.tribunal-administratif.fr/>

⁹ La saisine du Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux marchés publics, ainsi que son instruction, est gratuite.

ARTICLE 20 : DEROGATION AU CCAG-FCS

Les dérogations sont les suivantes :

Article du CCP	Article du CCAG-FCS
3 - Documents contractuels	4
6.1.3 - Délai de vérification	28.2
6.1.4 - Présence du titulaire	27.3
6.2 - Admission	30.1
6.3 - Réfaction et rejet	30.4.3
10.3 - Avance	11.1
12.2 - Pénalités de retard pour retard d'exécution	14.1.3
12.2 - Pénalités de retard pour retard d'exécution	14.1.1
12.2 - Pénalités de retard pour retard d'exécution	14.1.2